

Le pouvoir de Robert Fico s'effondre

Epingle

Le Parlement européen se penche sur le meurtre de Jan Kuciak

"Il y a une double réalité en Slovaquie."

D'une part l'apparence d'un cadre démocratique et d'autre part la réalité des fraudes, de la criminalité d'Etat et des mafias infiltrées", a déploré l'eurodéputée néerlandaise Sophie In 't Veld ce mercredi à Strasbourg, lors du débat sur l'assassinat du journaliste Jan Kuciak et de sa compagne. Pour elle comme pour d'autres de ses collègues, le commissaire Julian King ne peut pas se retrancher derrière les "prérogatives

limitées de la Commission en matière de liberté de la presse". Il faut aller plus loin : définir une procédure de suivi en matière de respect des droits fondamentaux dans les Etats membres, mettre en œuvre la directive de protection des lanceurs d'alerte et assurer le fléchage des fonds européens dont on soupçonne qu'ils aient été en partie détournés par la mafia italienne en Slovaquie.

Du côté de certains parlementaires

slovaques et tchèques, on sentait l'irritation : "les autorités feront tout pour trouver les responsables et la meilleure façon de les aider n'est pas de jeter le doute sur certains membres du gouvernement", a notamment rétorqué la socialiste Monika Benova. Même face au drame, les susceptibilités nationales ne s'éteignent pas. **V. Le., à Strasbourg**

Le Premier ministre slovaque Robert Fico malmené par le Parlement le 5 mars dernier.

Slovaquie Le meurtre du journaliste d'investigation Jan Kuciak plonge le pays dans le chaos politique.

Un journaliste d'investigation et sa fiancée, retrouvés morts, criblés de balles, dans leur maison, à 60 km de Bratislava, capitale européenne. La scène, d'une violence rare, a marqué les esprits, en Slovaquie, le 26 février. A tel point qu'elle a provoqué, trois semaines plus tard, la chute du gouvernement de Robert Fico, dont le parti, le SMER-SD, est suspecté sinon d'avoir du sang sur les mains, au moins de vouloir passer l'éponge sur ce meurtre. "Aujourd'hui, j'ai offert ma démission au président de la République" Andrej Kiska, a déclaré ce mercredi le Premier ministre. "Si le président l'accepte, je suis prêt à démissionner demain."

Lundi, le ministre de l'Intérieur, Robert Kalinak, avait quitté ses fonctions dans l'espoir d'éviter ce scénario. Mais le sacrifice d'un homme ou quelques remaniements ne pouvaient suffire pour éteindre la révolte sociale provoquée par ce meurtre teinté de politique. C'est que le reporter Jan Kuciak enquêtait sur des liens présumés entre des sociaux-démocrates du SMER-SD et la mafia italienne, qui jouissait ainsi des détournements de fonds européens.

"Aux yeux de la société, ceci prouve que ce qu'elle pensait déjà, à savoir que la mafia et les groupes criminels ont infiltré la politique, est bien réel", explique l'eurodé-

puté du groupe des Verts ALE, Benedek Javor, qui s'est rendu sur place le 8 et 9 mars pour une mission du Parlement européen. Et un Premier ministre étalant un million d'euros en cash pour prouver sa volonté d'élucider ce crime n'a sans doute pas aidé à briser l'image d'une politique à l'allure de mafia.

Résultat : les autres membres de la coalition au pouvoir ont cherché à tout prix à sauver leur peau. La formation de la minorité hongroise, Most-Híd, s'était d'abord limitée à exiger le départ du controversé ministre de l'Intérieur, avant de plaider lundi pour des élections anticipées. Une solution déjà prônée par le Parti national slovaque, un autre membre de la coalition, et par le président.

Les jours du gouvernement étaient comptés

Les jours de Robert Fico étaient donc comptés. Acculé de toutes parts, le Premier ministre sortant - celui-là même qui avait fait de ses discours pro-européens un moyen de se démarquer de ses homologues polonais et hongrois - s'était essayé à la recette populiste. Ainsi, cette polémique serait-elle un complot destiné à "déstabiliser" la Slovaquie mis sur pied par le philanthrope américain George Soros, épouvantail de choix des illibéraux et eurosceptiques.

"Robert Fico est un populiste et il a toujours fait ce qu'il a cru bon pour lui. Sa

position pro-européenne venait de l'idée que la Slovaquie bénéficierait d'être dans le noyau dur de l'UE, surtout si les autres pays de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque) ne s'y trouvent pas. Mais une fois confronté à des problèmes, il n'a pas hésité à utiliser l'arsenal politique hongrois, les attaques contre Soros", observe Jiri Pehe, président de la New York University de Prague.

Sauf qu'un bouc émissaire, aussi mystérieux et célèbre soit-il, ne pouvait détourner l'attention d'une classe politique rongée par une corruption supposée meurtrière. "Il y avait déjà des allégations de corruption, mais le gouvernement a toujours su les glisser sous le tapis. La politique corrompt et le pouvoir presque absolu dont bénéficiait Robert Fico depuis des années corrompt encore plus. Ce meurtre a agi comme un catalyseur de la défiance de la société à l'égard des politiciens", ajoute M. Pehe. Vendredi dernier, plus de 40 000 citoyens ont manifesté dans les rues de Bratislava.

Au vu de l'indignation de la société civile, de la détermination de l'opposition et même des partis de la coalition, peu auraient parié sur le maintien de l'actuel gouvernement. D'après le quotidien "Sme", le vice-Premier ministre Peter Pellegrini pourrait être le candidat du SMER-SD pour succéder à M. Fico à la tête du gouvernement.

Mais d'aucuns doutent même de la survie politique de Robert Fico et de son parti. Selon le Premier ministre, le pays risquerait

de "plonger dans le chaos, si les hommes de l'opposition actuelle prennent le pouvoir". A travers cette déclaration, il tente d'éviter le scénario peu prometteur des élections anticipées. Mais le fait est que si le SMER-SD, seul parti doté d'une force substantielle dans un paysage politique morcelé, venait à tomber en disgrâce, d'aucuns craignent que le vide électoral soit com-

blé par des forces anti-européennes. Se profile notamment l'ultra-libéral eurosceptique Richard Sulik, qui avait déposé mardi une motion de défiance contre le gouvernement. "Très peu de politiciens en Slovaquie sont capables de tenir une ligne forte pro-européenne", note M. Pehe.

L'ilot pro-européen autoproclamé de l'Europe centrale risque de connaître un "basculement politique en termes de stabilité et de défense de l'intégration européenne", note M. Javor. "La question est de savoir si les élections anticipées permettront de résoudre la crise. Sinon, la Slovaquie pourrait devenir un pays problématique, à l'image de ses voisins de la région."

Maria Udrescu

*"Aux yeux de la
société, ceci prouve
que la mafia a
infiltré la politique."*

Javor Benedek

Eurodéputé hongrois du groupe
des Verts ALE.